L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 72 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN 19 NOVEMBRE.

Le contre-coup à Washington.

Nous dépêchons les extraits suivants d'une correspondance de Washington au *Herald* :

Des hommes que l'on croyait morts depuis longtemps parcourent nos rues le visage souriant. Ce sont les débris de l'ancienne démocratie. Dans les cercles officiels la scène est différente. Il y a deux ans, le président et son cabinet s'étaient réunis à la Maison Blanche pour apprendre les relevés électoraux. Cette fois, le président a dit qu'il serait bien temps d'apprendre les nouvelles par les journaux. Personne ne lui a envoyé de relevés électoraux, et le palais exécutif est désert. Le secrétaire Bristow s'étant présenté pour traiter quelques affaires, le président lui a dit d'un ton mélancolique :

Be brief. I am sick. (Dépêchons. Je suis malade.)

Il n'hésite pas à imputer la responsabilité au Congrès, ou plutôt aux membres républicains des deux Chambres. Ce que le président refuse de concéder, c'est que le parti a raison sans raison du "nouveau du third Term" soit pour rien dans le résultat ; il ne croit pas non plus que le vote du mardi soit une répudiation du parti républicain ou des principes républicains. Il n'y voit que l'effet de la panique, mais il ne peut reconnaître à quel point la détresse était le résultat de la législation et de l'administration du parti républicain. Avec tout cela il persiste dans sa détermination de confier à des meilleurs hommes les emplois fédéraux importants dans le Sud, et il fera tout ce qui dépend de lui pour qu'on ne l'accuse pas d'un nouvel affaiblissement du parti républicain. Dans son prochain message il recommandera, à propos de la condition des affaires dans le Sud, de passer des mesures permettant aux autorités fédérales de faire respecter les lois du pays. Il doute de l'opportunité de passer le bill des droits civils, à moins que le Congrès ne lui donne le moyen de faire de ce bill une loi respectée, non une lettre morte.

L'attorney général Williams paraît le plus affligé des membres du cabinet. Sa seule consolation est que le résultat a étonné la démocratie non moins qu'humilié les républicains. Il ne trouve rien à reprendre dans l'administration du parti, et son seul désir est qu'il y ait des élections loyales dans le Sud..... Le directeur général des postes croit que la source de cette grande révolution dans la naïveuse direction du parti, mais il doute que les plus habiles eussent pu l'éviter. Ce n'est pas dans cette campagne, mais dans les précédentes, que les républicains se sont affaiblis..... Le secrétaire Bristow craint que le changement ne soit préjudiciable au crédit du gouvernement, ne fasse baisser la valeur de nos bonds et ne rende difficile l'amortissement du cinq pour cent..... Le secrétaire de la guerre, bien qu'aussi démoralisé, ne sympathise pas avec le succès de ce parti..... Le secrétaire Robeson dit facétieusement que la défaite est attribuable à l'insuffisance du nombre des votes. Le secrétaire Delano n'a rien à dire.

UN DISCOURS DE M. TILDEN.

Les chefs accrédités du parti démocratique de New-York se sont réunis avant-hier dans les salons du Manhattan Club, et y ont dignement fêté la victoire électorale de mardi dernier. Parmi les discours qui y ont été prononcés celui de M. Tilden, ancien vainqueur élu, mérite une attention particulière, car ce qu'il contient, les considérations les plus élevées et les plus rationnelles sur les principes du parti démocratique et sur les moyens qui lui sont imposés. Nous ne saurions mieux faire que d'en donner quelques extraits.

M. Tilden commence ainsi :

La victoire que nous venons de remporter dans l'État de New-York n'est pas une victoire personnelle. Aucun parti, aucune classe d'hommes n'a le droit de s'en approprier le bénéfice. Comme la rosée du ciel elle tombera sur tout le monde. Nombre de républicains ont voté avec nous, et si notre politique est sage dans l'avenir, ils deviendront des collaborateurs de notre cause. Rappelons-nous, cependant, que l'administration du général Grant semble n'avoir jamais compris, que le parti a le tête du gouvernement, bien que dirigé par son propre pays, des droits de ses actes publics, tient, après tout, son mandat du peuple de tout le pays.

Les maîtres de la science politique qui ont fondé ces institutions ont prédit que si nous tombions jamais dans la guerre civile, notre libre système de gouvernement représentatif serait profondément ébranlé, sinon absolument détruit. Ils avaient appris par les leçons de l'histoire combien les grandes guerres sont dangereuses pour le gouvernement républicain. Pendant dix ans et plus nous avons eu le nom de la paix, mais en avons-nous eu le nom de la paix, mais en avons-nous eu le nom de la réalité de la paix. Nous avons vu le fardeau écrasant des impôts imposé par guerre ; nous avons eu une nouvelle crossade prêchée d'année en année contre nos concitoyens du Sud, égarés mais repentants. Nous avons subi une administration qui tranquait sûr une calamité publique ; qui, n'ayant point l'espoir de prolonger son existence par des actes de saine politique, n'a pris d'autre souci que d'attiser les cendres de la haine et de l'animosité de parti. Enfin nous avons eu un système de financier qui a jeté tous les intérêts dans la confusion et le désordre, et qui a infligé à toutes les classes des calamités allant presque jusqu'à la ruine. Rien n'aurait été si facile, à la fin de la guerre, que de gouverner notre barque dans une autre direction, de rétablir la paix, et avec la paix la prospérité. Mais on nous a dit que, malgré la perte d'un million de jeunes hommes, prématurément enlevés,— et malgré le gaspillage de cinq milliards, nous n'en continuions pas moins à élever nir de plus en plus riches, et pendant ce temps-là, nous avons vu grandir jusqu'à l'infini les impôts, l'extravagance et la corruption.

Je ne crains pas de dire que dans les dix ans qui ont suivi la guerre, le gaspillage du capital et les charges imposées au travail par la fausse politique financière de l'administration ont égalé les sacrifices coûteux de deux ans de guerre. Et finalement la balle a éclaté, l'inflation a rien enflé, car l'émission de quarante-quatre millions de nouveaux greenbacks n'a pas fait remonter les prix d'un atome ;— et à cette époque je n'ai pas hésité à dire que si Grant signait le bill de "l'inflation," ce bill serait également manqué, parce que le peuple avait cessé d'avoir confiance dans le système de finance et dans l'administration qui existait alors. Je dis que l'illusion d'un faux régime financier, d'un faux système de papier-monnaie,— l'illusion d'une prospérité factice et passée pour toujours, et on ne saurait la faire revivre. Il n'y a point de remède, il n'y a pas de soulagement, si ce n'est dans un retour aux vieilles idées démocratiques de gouvernement : Argent sonnant, bonnête payement des nos dettes suivant les conditions du contrat, économie dans les dépenses publiques.

LA POLITIQUE EN FRANCE.

En ce qui concerne les préoccupations actuelles du cabinet, nous trouvons les curieux renseignements qui suivent, dans la correspondance parisienne du *Petit Marseillais* :

Tandis que le cabinet actuel, où l'élément orléaniste domine, penche très résolument vers le centre gauche, le maréchal de Mac-Mahon se montrerait peu disposé à se séparer de l'ancienne majorité de droite, et il voudrait même arriver à la reconstituer avant la rentrée.

Dans l'état actuel des choses, il est bien évident qu'on ne peut plus compter sur le concours des bonapartistes, ni des légitimistes ; or, le chef de l'État désirerait les attirer de nouveau à lui. Il a longuement causé de ce projet avec M. de Broglie et avec M. de Fourton.

Tous les deux, cela va sans dire, se sont efforcés de persuader au maréchal Président que c'était là le seul moyen de trouver une majorité à la rentrée de la Chambre ; mais le premier, comprenant sans doute qu'il lui serait impossible de revenir actuellement aux affaires, a engagé le maréchal à charger M. de Fourton du soin de reconstituer l'union des droites.

Si ce plan se réalise, le cabinet tout entier, à l'exception probablement de M. le duc Decazes, se retirera. On croit que ce plan aura l'appui de l'extrême droite et des bonapartistes ; M. de Broglie promet le concours du centre droit.

En ce qui concerne les chevau-légers, la chose est plus douteuse ; mais pour ce qui regarde le centre droit, voici quelques renseignements très précis :

Une scission s'accomplira très certainement dans ce groupe, dont la majorité ira au centre gauche et se placera sous les ordres de M. Défaure, qui, de concert avec tous les groupes républicains, sera chargé de conduire une campagne très violente contre le nouveau ministère. En réalité, cette combinaison n'aura d'autre effet que de précipiter la désagrégation de l'ancienne majorité, qu'elle a justement pour but d'empêcher.... et de hâter la dissolution.

Dès à présent, du reste, les membres du centre droit veulent protester contre cette éventualité en votant, dans les élections du 8 novembre, pour les candidats républicains modérés.

Dans le cas où le ministère actuel resterait aux affaires, je pus vous affirmer qu'il est décidé à former une majorité nouvelle avec le concours du centre gauche.

UNE INDUSTRIE A CRÉER A LA NILE.

ORLÉANS.—On voit faire, chaque jour, au Jardin d'acclimatation, à Paris, l'expérience d'un procédé qui convertit, en dix huit jours, un poulet maigre en une savoureuse volaille grasse à chair fine et délicate ; c'est un problème dont peu d'engraisseurs avaient trouvé la solution jusqu'ici. Le procédé est énergique. Pénétrez dans le château de M. Odille Martin. Les poulets sont rangés symétriquement autour de six épinettes, et attendant impatiemment leur tour, car le repas vient de commencer. L'opérateur les saisit alternativement par le cou, leur enfonce une sorte de lancette mousse dans le gosier, presse du pied une pédale, et un jet de bouillie liquide, composée de farine pure et de lait, inonde l'estomac du volatile ; un cadran placé au-dessus de la tête de l'opérateur lui indique la quantité de centilitres ingérée. Dame, il ne faut pas de distraction ou le poulet éclate, et gare la bombe!

Oies, poulets et canards sont enchantés de ce régime.

L'Enregistrement.

Les derniers rapports de la ville et de toutes les paroisses portent le total des électeurs enregistrés dans l'État à 127,789, dont 65,467 de couleur et 74,943 blancs, ce qui donne une majorité aux noms de couleur de 6913.

Voici des statistiques sur les districts sénatoriaux dans lesquels des élections ont eu lieu :

Premier District—
blancs.....6287
de couleur....4692
Majorité blanche....1595

Second District—
blancs.....6013
de couleur....3407
Majorité blanche....2606

Troisième District—
blancs.....6016
de couleur....4632
Majorité blanche....1384

Quatrième District—
blancs.....5303
de couleur....1602
Majorité blanche....3701

Cinquième District—
blancs.....1461
de couleur....3378
Majorité de couleur..1897

Sixième District—
blancs.....4011
de couleur....6638
Majorité de couleur..4627

Septième District—
blancs.....1649
de couleur....5184
Majorité de couleur..3515

Huitième District—
blancs.....4939
de couleur....5412
Majorité de couleur..473

Dixième District—
blancs.....5706
de couleur....4188
Majorité blanche....1518

Douzième District—
blancs.....3070
de couleur....5216
Majorité de couleur..2146

Treizième District—
blancs.....1567
de couleur....3887
Majorité de couleur..1300

Quatorzième District—
blancs.....3146
de couleur....5235
Majorité de couleur..2179

Quinzième District—
blancs.....1605
de couleur....3844
Majorité de couleur..2239

Dix-septième District—
blancs.....1698
de couleur....4333
Majorité de couleur..2635

Vingtième District—
blancs.....3738
de couleur....3973
Majorité de couleur.. 435

Vingt-deuxième District—
blancs.....3084
de couleur....3046
Majorité blanche.... 38

De ce qui précède il résulterait que les blancs ont des majorités dans 8 districts et les gens de couleur dans 10.

Les districts où il n'y a pas eu d'élection pour sénateurs sont le 9e, le 11e, le 16e, le 18e, le 19e, le 20e, le 21 et le 24e.

L'enregistrement dans la paroisse d'Orléans.

Nous donnons ci-dessous les chiffres officiels de l'enregistrement dans la paroisse d'Orléans afin qu'on puisse les comparer avec ces résultats du vote.

Wards.	Blancs.	De couleur.	Total.
Premier.....	2175	988	3163
Deuxième.....	2691	1349	4040
Troisième.....	1833	2629	6212
Quatrième.....	1765	1098	2863
Cinquième.....	2201	1629	3830
Sixième.....	1276	1048	2734
Septième.....	2405	1452	3857
Huitième.....	1545	943	2588
Neuvième.....	1665	994	2659
Dixième.....	1719	964	3583
Onzième.....	2618	1018	3636
Douzième.....	1904	604	1698
Treizième.....	625	582	1207
Quatorzième.....	396	235	631
Quinzième.....	972	1219	2191
Seizième.....	199	492	691
Dix-septième.....	321	347	668
Total.....	28,415	18,394	47,809

Les élections du 3 novembre.

Nous donnons ci-dessous la liste des États dans lesquels des élections doivent avoir lieu pour le 44me Congrès prochain (44e Congrès) avec l'indication des opinions des membres actuels :

Etats	Dém.	Rép	Total
Alabama.....	3	5	8
Arkansas.....	1	3	4
Delaware.....		1	1
Floride.....		2	2
Georgie.....	6	3	9
Illinois.....	5	14	19
Kansas.....		3	3
Kentucky.....	10		10
Louisiane.....	9	6	6
Maryland.....	4	2	6
Massachusetts.....		11	11
Michigan.....		9	9
Minnesota.....		3	3
Missouri.....	9	4	13
Nevada.....		1	1
New-Jersey.....	1	6	7
New-York.....	10	23	33
Pennsylvanie.....	5	22	27
Rhode Island.....		2	2
South Carolina.....		5	5
Tennessee.....	3	7	10
Texas.....	6		6
Virginie.....	4	5	9
Wisconsin.....	2	6	8
	70	142	212

Les États dans lesquels des élections ont déjà eu lieu sont représentés comme suit :

Etats	Congrès actuel		Prochain Congrès
	Dém.	Rép	Dém. Rép
Indiana.....	3	10	8 5
Iowa.....	9	1	8 2
Maine.....	1	5	5 1
Nebraska.....	1	1	1 1
N. Carolina.....	3	3	7 1
Ohio.....	3	13	7 13
Oregon.....	1	1	1 1
Vermont.....		3	3
O-Virginie.....	2	1	3
	24	37	43 30

La Californie, le Connecticut, le Mississippi et le New Hampshire n'ont leurs élections pour le 44ème Congrès qu'en 1875 : ils élirent 7 représentants, ce qui complètera le chiffre de 292 membres pour le 44ème Congrès.

Convention Postale

ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Le soussigné, M. Arédée Barthold, officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, etc., etc., au nom de son gouvernement et en vertu des pouvoirs qu'il a présentés, et John A. Creswell, postmaster-général des États-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs que la loi donne à la loi, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er.—Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des États-Unis, un échange régulier de dépêches closes de lettres, d'échantillons de marchandises, de photographies et d'imprimés de toute nature, par les moyens de communications et de transports ci-après désignés, savoir :

1. Par les paquebots-poste français ;

2. Par les paquebots de la ligne hambourgeoise ;

3. Par la voie d'Angleterre et des paquebots-poste affectés au transport des dépêches entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Les frais résultant du transport des dépêches par chacune ou l'autre des voies susmentionnées seront à la charge de l'office envoyeur, mais il est entendu que ces frais ne sont acquittés dans les deux sens par celle des deux administrations qui pourra assurer le transport aux moins onéreux, à charge par l'autre administration de lui rembourser sa part dans les frais.

Toutefois, l'administration des postes des États-Unis payera à l'administration des postes de France, pour le transport des dépêches expédiées de France aux États-Unis par la voie de mer que ceux-ci indiquent, la somme de 25 centimes par kilogramme de lettres, et celle de 20 centimes par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées entre les États-Unis et la frontière franco-belge ou franco-allemande.

Art. 2.—Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les États-Unis servent d'intermédiaire, donneront lieu :

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays ;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, par l'administration américaine, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port américain de 20 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres ordinaires, de 10 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et les pays auxquels les États-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir :

1. Si la taxe est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe applicable à une lettre non affranchie, du même poids, au droit fixé de 10 centimes.

Art. 5.—Les échantillons de marchandises ou de graines, les photographies, gravures et lithographies, les journaux, les ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers, les papiers imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les États-Unis et leurs territoires, soit des États-Unis et leurs territoires pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les taxes d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

Art. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par ses soins, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est formellement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets désignés aux-dits articles, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 7.—Les administrations pourront se livrer réciproquement, à découvert, des lettres ordinaires et des imprimés de toute nature, provenant ou à destination des pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaires, ainsi que des lettres chargées provenant ou à destination de l'une de ces pays par rapport auxquels l'affranchissement de lettres ordinaires peut être opéré jusqu'à destination.

Cette livraison s'opérera d'après les dispositions suivantes :

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les États-Unis servent d'intermédiaire, donneront lieu :

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants des États-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays ;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, par l'administration américaine, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port américain de 20 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres ordinaires, de 10 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et les pays auxquels les États-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir :

1. Si la taxe est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe applicable à une lettre non affranchie, du même poids, au droit fixé de 10 centimes.

Art. 5.—Les échantillons de marchandises ou de graines, les photographies, gravures et lithographies, les journaux, les ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers, les papiers imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les États-Unis et leurs territoires, soit des États-Unis et leurs territoires pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les taxes d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

Art. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par ses soins, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est formellement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets désignés aux-dits articles, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 7.—Les administrations pourront se livrer réciproquement, à découvert, des lettres ordinaires et des imprimés de toute nature, provenant ou à destination des pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaires, ainsi que des lettres chargées provenant ou à destination de l'une de ces pays par rapport auxquels l'affranchissement de lettres ordinaires peut être opéré jusqu'à destination.

Cette livraison s'opérera d'après les dispositions suivantes :

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les États-Unis servent d'intermédiaire, donneront lieu :

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants des États-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays ;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, par l'administration américaine, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port américain de 20 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres ordinaires, de 10 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et les pays auxquels les États-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir :

1. Si la taxe est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe applicable à une lettre non affranchie, du même poids, au droit fixé de 10 centimes.

Art. 5.—Les échantillons de marchandises ou de graines, les photographies, gravures et lithographies, les journaux, les ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers, les papiers imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les États-Unis et leurs territoires, soit des États-Unis et leurs territoires pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les taxes d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

Art. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par ses soins, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est formellement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets désignés aux-dits articles, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 7.—Les administrations pourront se livrer réciproquement, à découvert, des lettres ordinaires et des imprimés de toute nature, provenant ou à destination des pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaires, ainsi que des lettres chargées provenant ou à destination de l'une de ces pays par rapport auxquels l'affranchissement de lettres ordinaires peut être opéré jusqu'à destination.

Cette livraison s'opérera d'après les dispositions suivantes :

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les États-Unis servent d'intermédiaire, donneront lieu :

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants de la France et de l'Algérie,